

# LUTTE DES CLASSES

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 24

Mai 2014

[luttledesclasses@live.fr](mailto:luttledesclasses@live.fr)

## À bas la politique bourgeoise du Front National! Contre le fascisme nationaliste, réactionnaire!

La prochaine échéance électorale d'ici peu, celle des européennes verra, sans aucun doute, la progression sans précédent du Front National. Il a été déjà considérablement renforcé par son bond en avant spectaculaire aux élections précédentes et s'apprête à négocier les suivantes dans une situation nettement avantageuse pour lui. Pour cette raison, l'examen critique de son programme, en particulier l'europeen, est non seulement vital en lui-même mais il permet aussi de clarifier les problèmes essentiels de l'Europe. Il rend possible également d'observer le programme européen de tous les autres partis.

Or pour déchiffrer l'orientation européenne du FN et sa signification, on doit d'abord qualifier sa politique nationale. Non pas d'après les mots et les slogans trompeurs qu'utilise ce parti ou de ce qu'en disent les autres, mais sur la base solide du seul critère objectif d'évaluation politique, à savoir d'après sa nature de classe.

### Quelle est la nature de classe réelle du Front National?

Il faut clairement établir, en effet, la base sociale du F.N. et désigner sans équivoque la classe dont les intérêts sont exprimés et formulés par son programme et activité. C'est la question fondamentale dont l'examen est soigneusement évité ou profondément embrouillé par les politiciens et les commentateurs, alors qu'elle est la plus importante.

Cependant, on trouve certaines réponses vagues et hésitantes qui caractérisent le Front National comme un parti petit-bourgeois ou même le porte-parole de certaines couches déclassées des travailleurs. Et il est vrai que l'on reconnaît des petits-bourgeois paniqués, provocateurs et outranciers dans l'agissement des membres du F.N., de même

### BALAG NAGY

que, effectivement, beaucoup de travailleurs déboussolés et désespérés qui suivent ce parti. Un grand nombre de propagandistes bourgeois appellent aussi ce parti « populiste », en faisant allusion à sa démagogie sociale. Mais l'unique contenu concret de cette qualification n'est autre que le mépris reconnaissable du bourgeois vis-à-vis de tout ce qui ressemble à quelque chose – de populaire.

Or tous ces qualificatifs sont superficiels. L'adjectif « populiste » est tellement dépourvu de sens que les journalistes écervelés, suivant leurs maîtres à penser futiles et inconsistants, l'accrochent aussi bien au F.N. qu'au **Parti de Gauche** de Mélenchon. Peu leur importe le fait que la nature de classe et le but de ces partis soit radicalement opposés, et que ces journalistes se privent ainsi d'une méthode d'investigation un tant soit peu sérieuse.

Mais la vue qui considère le F.N. comme un parti de la petite-bourgeoisie est superficiel aussi, même si elle renferme une réalité partielle. Ainsi il est vrai que la composition sociale du Front National est petite-bourgeoise, de même que celle de ses semblables partout en Europe. C'était le cas également dans le passé pour les partis d'Hitler et de Mussolini, comme de tous les autres, avant leur prise de pouvoir. Or, cette opinion largement partagée est influencée par les impressions immédiates sur les signes extérieurs de ces partis envahis par les cohortes variées de la petite-bourgeoisie. Elle s'arrête donc à cette composition sociale de ces partis mais néglige complètement de caractériser leur programme clairement et explicitement bourgeois.

Le caractère bourgeois du Front National, pourtant nettement affirmé par son programme et son

activité (*ce que nous allons voir plus loin dans le détail*) capitaliste dans cette période de déclin. Parmi ses nombreux écrits, est donc escamoté par les politiciens bourgeois dits « classiques », ou social-démocrate ainsi que par leurs porte-paroles. Ils montrent le même aveuglement étrange – expressions intellectuelle de leur intérêts de classe et de couche sociales, - à l'égard de la nature de classe bourgeoise de tous les mouvements fascistes du passé (De Hitler et de Mussolini jusqu'à ceux de Franco et de Salazar).

Cette conception qui camoufle la nature sociale des partis fascistes derrière leur composition sociale a été reprise et amplifiée par les staliniens dans les années 1930, utilisée au service de leur politique de front populaire pour sauver la société bourgeoise. Certainement, la persistance tenace de ce point de vue superficiel jusqu'à nos jours, doit beaucoup à l'influence encore considérable de l'idéologie stalinienne qui, bien après l'écroulement du pouvoir de son géniteur, continue d'empoisonner largement les esprits. Quant à la parenté entre le F.N. et les partis fascistes du passé (et du présent), elle se vérifie au fur et à mesure de l'éclaircissement de leur nature bourgeoise spécifique, - et commune à tous. Cette vérification exige, en premier lieu, un bref retour au passé.

### Les leçons du passé aident à comprendre le présent

Justement, l'éclairage théorique lié aux expériences historiques de ces années-là aide à nous orienter correctement. En particulier l'explication marxiste de Trotsky qui reste entièrement valable pour aujourd'hui. Face aux caractérisations générales, bâclées et inconsistantes semblables à celles du présent, il donnait, lui seul, une analyse sérieuse sur le fascisme basée sur les luttes et les mouvements des classes dans la société consacrés à ce sujet, choisissons son étude « **La**

## **révolution allemande et la bureaucratie stalinienne.**

*(Problèmes vitaux du politique allemand.)*

» /Parue en janvier 1932, dont je recommande vivement la lecture à tous les militants. /

Trotsky y note que le capital dans sa période impérialiste de décadence n'est capable de se maintenir au pouvoir que par l'aide et l'assistance toute entière de la social-démocratie, ou alors du fascisme. Et si la force du prolétariat est paralysée par l'absence de son organisation politique ou de l'incapacité de la direction de celle-ci de marcher vers la prise de pouvoir, ces auxiliaires du capital se renforcent davantage. Mais l'accentuation inévitable de la crise générale du capitalisme, son épuisement aggravé sapent et minent les socles habituels des fondations traditionnelles de l'activité social-démocrate : les réformes et la démocratie parlementaire. L'exacerbation et la prolongation de la crise générale suppriment ainsi les assises de la social-démocratie sur lesquels elle s'appuie (les réformes), et modifient le cadre où elle s'opère (la démocratie parlementaire). Elle s'affaiblit donc notablement, alors que les fascistes se renforcent par une démagogie sociale effrénée.

Aujourd'hui, la France se trouve à peu de chose près dans cette situation, - comme la plupart des pays européens. Afin de pouvoir rétablir l'équilibre antérieur du capitalisme et d'enrayer son déclin menaçant, la bourgeoisie a impérieusement besoin non seulement de démolir complètement les acquis antérieurs du prolétariat mais aussi d'écraser ses organisations (ou de les domestiquer entièrement). Pour le moment, elle estime pouvoir le faire sans recourir à la terreur directe du fascisme. Elle a déjà sensiblement affaibli la démocratie dans un sens autoritaire et bonapartiste aussi bien dans chaque pays qu'à l'échelle européenne. Elle a réussi également à détruire une masse considérable d'avantages et de droits sociaux. Et tout cela, sans une véritable secousse sociale d'envergure. Si elle est encore loin du compte, tous les symptômes indiquent qu'elle pourra continuer de la même façon. On peut les résumer sommairement : Le pouvoir dit démocratique de la bourgeoisie

profondément corrompu par le virus de l'autoritarisme bonapartiste offre déjà plus de muscle pour imposer des décisions pénibles, alors qu'en même temps, cette classe est encore effrayée d'un saut dans l'inconnu que signifierait le passage ouvert au fascisme, que la mémoire encore très vivante lui rappelle douloureusement. Elle préfère continuer avec les sociaux-démocrates qui, effectivement, montrent toute la détermination requise pour détruire les acquis et droits sociaux ainsi que les organisations ouvrières (ou du moins, les discipliner sévèrement). Elle est surtout particulièrement rassérénée par la faiblesse et l'atonie remarquable de ces organisations ouvrières, par une absence virtuelle de réaction politique vigoureuse du prolétariat. Tout lui indique donc qu'elle peut continuer comme par le passé.

Mais malgré une telle situation, la crise s'aggrave et l'instabilité grandit. Les voix bourgeoises s'élevèrent et réclament un tournant supplémentaire décisif, d'aller encore plus loin pour rétablir la santé du capital. La commission européenne, de même que le Medef et d'autres bourgeois ne remercient pas le PS et Hollande pour ses services mais augmentent leurs prétentions et affichent leur arrogance.

Parallèlement, les fascistes multiplient leur force et leur influence, et se préparent à la prise du pouvoir. C'est dans ces conditions que la nature bourgeoise du Front National prend un relief accentué, et sa consanguinité avec le fascisme devient évidente.

### **Un parti bourgeois agressif, fait pour sauver le capitalisme moribond à tout prix**

Le caractère de classe du programme du Front National ne laisse aucun doute : il est ouvertement et outrageusement bourgeois. Encore que, le F.N fait attention de ne pas s'appesantir sur son adhésion totale et évidente au capitalisme, afin de ne pas compromettre sa posture sociale usurpée. Mais déjà son programme et sa propagande correspondante ne mettent nullement en question le capitalisme en tant qu'un système économique et social bien défini. Ses critiques ne visent pas ce système

lui-même mais uniquement sa politique actuelle. Contre celle-ci, il préconise d'appliquer une politique différente du même système capitaliste.

Ainsi naturellement, il se garde bien de vouloir renverser le capitalisme ou de militer pour ce but. En conséquence, il est délibérément contre la révolution sociale et envisage de parvenir au pouvoir selon les règles et les coutumes du parlementarisme bourgeois même s'il n'hésite pas à les bousculer à l'occasion. Mais sans toucher à la sacro-sainte propriété privée du capital, exactement comme les autres formations fascistes du passé, - et du présent.

Or contrairement aux partis bourgeois traditionnels et à leurs partenaires-concurrents social-démocrates, le **FN** et ses pareils ne se contentent pas de présenter simplement un programme différent. Ces partis fondent les leurs sur une critique sociale et politique virulente et provocante des tares et défauts économiques, sociaux et culturels. Non pas comme ceux du capitalisme, inhérents à ce système mais comme des conséquences directes de la corruption prétendue d'un espace nationale et de son envahissement par des ethnies et nationalités diverses du pays.

C'est par là que le caractère fasciste du Front National et de ses semblables en Europe apparaît clairement et sans équivoque. Les critères sociologiques et politiques sont remplacés par une phraséologie nationaliste et raciste. Hitler et les siens avaient trouvé l'« explication » des souffrances sociales des masses dans un complot imaginaire des Juifs. On connaît les atrocités où cet antisémitisme abject a conduit le monde. À présent, le Front National concentre ses attaques sur les ouvriers et travailleurs français d'origine arabe et sur tous les réfugiés. Mais bien sûr, ce n'est qu'une adaptation de la même volonté génocidaire aux changements démographiques et politiques ainsi qu'à la volonté de se débarrasser du préjudice infâmant encore vivace des camps de la mort. Mais tant que le capitalisme subsiste et tente à enrayer son déclin, l'antisémitisme de ses prétoriens fascistes reste vivace aussi.

Or ce nationalisme et ce racisme n'apparaissent pas - comme ils n'apparaissent jamais dans l'histoire - en tant que des sentiments nationaux excessifs qui se situeraient en dehors ou au-dessus de classes. Ils constituent, comme toujours, le fondement d'une politique et de propagande d'un contenu de classe bien précis. Ses attaques anti-arabes violentes sont concentrées et dirigées contre la section d'origine et/ou d'appartenance arabe, la plus nombreuse et la plus vulnérable de la classe ouvrière et des travailleurs français. Mais curieusement, elles s'arrêtent devant les riches émirs parasites et se transforment, comme par enchantement, en admiration fascinée à l'égard de l'Arabie saoudite et des Émirats, ces grands parasites rentiers du capitalisme mondial. (L'anti-arabisme intégral de quelques illuminés fanatiques ne change en rien ce fait politique fondamental.)

Cette filiation ou lignée bourgeoise-fasciste du Front National est pleinement confirmée par son rapport véritable à la politique dite d'austérité. Tandis qu'il fustige cette politique, en général, comme un ensemble erroné et inutile, parce que l'expulsion des étrangers résoudrait tous les problèmes, en réalité, il n'engage aucune lutte contre ses mesures concrètes anti-ouvrières. On chercherait en vain un plan ou une lutte réelle du F.N contre les raccourcissements continus des retraites, contre les grignotages systématiques du droit de travail, ou contre le chômage. Par contre, le F.N est bien connu comme le véritable inventeur de coller au système d'aide sociale, en particulier à l'aide aux chômeurs le qualificatif déshonorant et méprisant « d'assistantat » et de réclamer sa suppression. Si actuellement il met une sourdine à cette revendication ignoble et typiquement fasciste, c'est parce que la contamination fasciste est suffisamment forte pour que d'autres formations fassent ce travail pour lui (comme Sarkozy a fait par l'entremise de son conseiller fasciste Buisson, et après lui, le ministre de l'intérieur PS Valls agissait contre les Roms, ou aujourd'hui, le député UMP Wauquiez parle contre « l'assistantat »).

## **Le programme du cloisonnement national est une politique fasciste**

C'est par rapport à l'Europe et son avenir que le caractère fasciste du programme bourgeois du Front National apparaît plus brutalement. Sa mise à nu requiert un court résumé de l'orientation européenne de la bourgeoisie.

Celle-ci, plus exactement sa fraction dominante est péniblement arrivée, au prix de destructions immenses de deux guerres mondiales, à une importante conclusion pragmatique. Notamment, que la contradiction puissante entre les forces productives devenues européennes (et même mondiales) et le maintien stricte de la division nationale est l'un des motifs du déclin capitaliste et, partant, le foyer d'une guerre permanente. Que même ces destructions massives, en dépit de leurs dévastations inouïes, n'arrêtaient nullement ce déclin mais seulement l'ajournaient et prolongeaient, tout en développant sa dimension et approfondissant son impact. C'est cette compréhension empirique qui imposait alors à la bourgeoisie, entre autres, son entreprise d'unification européenne sous la férule de ses plus grands monopoles.

Or la construction européenne est une entreprise impossible pour la bourgeoisie dont la naissance était liée à celle des États nationaux et entièrement confondue avec elles. Comme la mort de ces États nationaux n'interviendra que, certainement, sur le cadavre de la bourgeoisie. Les événements des dernières années confirment entièrement cette vérité. Plus la bourgeoisie s'engageait sur le chemin de son "unité" européenne, plus elle renforçait sa crise, plus elle s'affaiblissait et se déchirait. Déjà ses premiers pas hésitants et incertains vers sa prétendue unification européenne augmentait la destruction générale à tous les niveaux et multipliait la souffrance de tous les travailleurs. Surtout, malgré ces ravages sans précédent, ses difficultés de tout ordre continuent à grandir, la lutte de classes s'exacerbe, la doute persiste et se généralise, - et l'agonie du capitalisme s'aggrave.

Le Front National relève vivement ces graves défauts de l'orientation européenne de la bourgeoisie traditionnelle alliée

à la social-démocratie. Non pas pour les corriger ou redresser mais pour dénoncer l'unification européenne comme un moyen inadapté, voir néfaste pour résoudre la crise général du système. Contre elle, il préconise la suppression de l'euro et d'autres attributs de l'unification, et carrément le retour à la souveraineté nationale complète comme auparavant.

Mais un tel saut dans le passé est aujourd'hui impossible sans des bouleversements immenses susceptibles de rejeter l'humanité loin en arrière. Son caractère préjudiciable a été prouvé déjà en 1914 par une guerre atroce, puis vérifiée et confirmée par celle de 1939-45, encore plus atroce. La mosaïque européenne d'états nationaux, comme entités indépendantes séparées les unes des autres n'est aujourd'hui qu'une survivance historique, cantonnée surtout à la langue et à la culture. Quant à la base matérielle de la vie, on trouve une véritable imbrication économique, un enchaînement ou fusion organique entre les productions économiques des pays divers qui a dépassé, et de loin, la sorte de parallélisme des économies nationales symétriques, et leur confèrent une économie de plus en plus intégrée : européenne ou même mondiale. Même si cette « unification » se fait d'une façon capitaliste, à savoir par le raboutage cruel des destructions matérielles, par la souffrance des millions, et surtout par des imperfections et insuffisances notoires, elle s'accomplit concrètement et rien ne pourrait la faire revenir en arrière, sans un chaos général.

Car il s'agit du développement historique de la socialisation de la production à grande échelle à laquelle même la bourgeoisie a dû continuellement s'adapter, mais à sa façon capitaliste, afin d'atténuer la contradiction grandissante et meurtrière avec le caractère privé de ses propriétés. Après son tournant européen dont le caractère absurde, bancal et inachevé reflète fidèlement sa peur et son incapacité d'aller jusqu'au bout, il a dû s'accommoder, en plus, à la socialisation internationale improprement baptisée « mondialisation » « globalisation ». Ses tentatives grotesques à pallier la menace d'une grave instabilité du système capitaliste, conséquence de cette poussée de socialisation internationale, par les édifices

réguliers mais branlants de regroupements régionaux européens, américains, asiatiques, etc. et de G20 témoignent de la puissance du processus de cette socialisation.

Ces réactions bourgeoises sont forcément timides et incomplètes face au défi de la socialisation de l'économie mondiale (et européenne), car non seulement elles restent sur la base et dans le cadre Capitaliste mais elles prétendent consolider le système. Alors, au lieu d'atténuer les déséquilibres et les instabilités, elles les augmentent et aiguissent encore plus les contradictions. C'est ainsi que l'aventure européenne de la bourgeoisie a considérablement renforcé les déséquilibres européens, augmenté l'instabilité économique et approfondi encore plus les contradictions entre les pays du continent. L'isolement européen persistant de l'intervention française en Afrique (Mali et Centrafrique), puis la cacophonie paralysante des intérêts contradictoires face à l'Ukraine et à la politique de Poutine traduisent cette impuissance naturelle d'accéder à l'unité réelle de l'Europe.

### **Pour un programme ouvrier européen!**

La conclusion évidente s'impose nettement : toutes les critiques dirigées contre le Front National manquent cruellement l'essentiel si elles ne démasquent pas son caractère bourgeois. Assurément, l'UMP et le PS ou les formations du même acabit sont inaptes à le démontrer et leurs critiques contre ce rival dangereux sont réduites à des vociférations générales, de nature plutôt morale. Ils sont d'autant plus impuissants sur ce plan qu'à l'occasion tous puisent allègrement dans l'arsenal de la politique nauséabonde du F.N, que leur politique contre les Roms et d'autres réfugiés illustre parfaitement. À l'échelle européenne, ils sont contraints à la défense servile et complaisante de leur machinerie anti-ouvrière face au propre

spectre de l'État national agressif du FN.

En effet, de la part d'une organisation politique qui ne s'oppose pas elle-même résolument à la bourgeoisie, une critique de classe contre le **Front National** est une véritable quadrature du cercle. Elle est littéralement impossible. Voilà pourquoi, l'absence de telle critique de fond de la part des organisations qui se présentent pourtant contre l'ensemble du système capitaliste révèle l'insuffisance marquée et la carence grave d'une telle ambition.

Mais quelques remarques supplémentaires sont nécessaires sur la politique européenne du Parti de Gauche dont l'aspiration à la représentation des travailleurs justifie un examen plus détaillé. Malgré notre sympathie politique vis-à-vis de cette organisation, ou plutôt, précisément à cause de cette solidarité que nous éprouvons pour lui, il faut répéter d'abord la critique que l'on a déjà formulée sur ce Parti de Gauche lors des élections municipales : manifestement, il ne dispose pas d'un programme ouvrier. Il ne l'avait pas déjà lors des élections précédentes, il lui manque aussi, et peut-être encore plus visiblement à l'égard de l'Europe.

Cependant, on connaît les critiques de ce parti contre l'avorton européen actuel de la bourgeoisie et sa politique d'austérité. Nous sommes bien d'accord avec elles. Mais il est indispensable de rappeler que même les critiques encore plus dures, plus étendues et plus sévères que les travailleurs déversent sur cette Europe ne constituent point un programme politique. Si elles suffisaient pour former un tel programme, on n'aurait pas besoin d'un parti politique. D'autre part, nous subissons les effets terribles d'une Europe imposée par le PS, l'UMP et leurs alliés. On sait aussi que sur ce plan le Front National veut le retour aux États nationaux. Ce sont les deux orientations possibles de la bourgeoisie. Mais que veut concrètement le

Parti de Gauche ? En l'absence d'une réponse claire et directe, on se perd en conjectures.

Les documents du parti parlent du rejet nécessaire de l'Europe actuelle pour « ouvrir la voie du redressement social, économique et écologique ». Il revendique aussi la « refondation (de l'Europe) sur des bases sociale, écologique, démocratique et pacifique » ainsi qu'un « nouveau modèle de développement en Europe ». Il annonce sa volonté d'en « finir avec l'Europe de la finance », et réclame la nécessité de « rompre avec le productivisme : instaurer la planification écologique européenne ».

La formulation de ces désirs souffre d'imprécisions navrantes, exprime des naïvetés impardonnables et, parfois, relèvent d'ignorances crasses. Il y apparaît donc très clairement que le Parti de Gauche, à la place d'un programme politique exact et précis, présente un mélange passablement confus de souhaits vagues, de désirs et de vœux brouillés et incertains. De toute manière, une volonté nette se dégage de cette liste de préférences: laisser la structure capitaliste de l'économie et de la société fondamentalement inchangée. Car ce parti ne souhaite tout au plus que la modifier (selon ses termes, de « refonder ») dans le sens de reléguer la finance à une place subalterne et réorganiser l'économie d'après la doctrine écologique,

Ce faisant, cette liste abandonne les méthodes éprouvées de la lutte des travailleurs telle que la primauté des revendications sociales et l'alliance avec les luttes syndicales. Elle les remplace avec l'idéologie pacotille de l'écologie dont la fonction principale est d'absoudre le système capitaliste de sa fonction innée de détruire la nature et de dévier cette accusation contre l'homme en général.

Or tous ces souhaits spécifiques sont entièrement compatibles avec le capitalisme et son maintien.

Ils n'exigent absolument pas sa destruction mais seulement sa correction et son amélioration. (Visiblement, les dirigeants de ce parti ne se rendent pas compte que même certains de ces souhaits innocents sont en contradiction complète avec l'existence du capitalisme telle qu'il se présente réellement. Et dans ce cas ou bien le capital tolère ces charlatans bavards mais, en somme, inoffensifs, ou alors les confronte brutalement parce que sa crise s'alourdit. Comme toujours dans l'histoire lors de cette dernière éventualité, la grande majorité de ces guérisseurs naïfs choisira la capitulation et l'infime minorité décidée à combattre, surprise et non-préparée, subira une défaite certaine.)

Mais un programme ouvrier trace une voie entièrement différente : il désigne les choses par leur nom. Donc, il part de la constatation résolue et publique de la faillite flagrante du capitalisme pour apporter la moindre solution ou amélioration au quotidien difficile des travailleurs européens. Il leur réserve un avenir encore plus sombre et incertain, sans pouvoir même définir correctement les lignes directrices de ce futur. Il ne se réfugie pas dans aucune des deux variantes du passé révolu du capitalisme : ni dans sa vieille mouture démocratique faillit et encore moins dans celui des États nationaux, ou alors dans leur formes rafistolées. Il formule clairement la nécessité d'abolir ce capitalisme de banqueroute et de mettre à la place de sa pseudo Europe les États Ouvriers (ou Socialistes) Unis d'Europe comme son but le seul conforme au niveau réel d'intégration économique et social du continent. C'est à l'adoption d'un tel programme que nous appelons tous les militants ouvriers et leurs organisations politiques, en particulier ceux et celles du Front de Gauche.

Il est aisément compréhensible qu'un tel programme ne pourrait être réalisé d'un seul coup mais devrait être préparé et facilité par toute une série d'exigences immédiates et évidentes qui, telles que

des revendications transitoires, conduisent à sa mise en œuvre, comme leur conclusion nécessaire et inévitable. Outre de constituer d'animer leur propre activité. Il est indispensable que pour correspondre aux critères importants d'un programme ouvrier véritable et nous conduisant au socialisme (la rupture effective avec le capitalisme, l'indépendance de classe authentique et l'internationalisme ouvrier vivant), un tel programme devrait contenir:

1/ La planification au niveau européen de l'activité de toutes les organisations politiques luttant réellement pour un programme ouvrier européen, ainsi que leur coordination internationale permanente.

2/ Il importe de formuler l'objectif d'une lutte pour l'Europe des Travailleurs, antichambre des États Ouvriers Unis, opposée aussi bien à l'Europe actuelle des banquiers qu'au but fasciste de l'Europe des États nationaux. Plusieurs revendications partielles peuvent être condensées dans cette exigence:

a/ Elle implique la lutte pour l'unification de la légalisation des avantages et de droits sociaux, sur la base des plus favorables, à l'échelle de toute l'Europe (salaire minimum, retraite, sécurité sociale, etc.).

b/ Elle comporte l'activité continue à l'égard et avec les syndicats en vue d'une coopération étendue pour l'organisation de cette lutte.

3/ L'exigence de l'annulation des dettes immenses des États doit figurer en bonne place dans ce programme. C'est par le remboursement de ces dettes et de leurs intérêts que les organes créditeurs (banques, etc.) s'approprient régulièrement une portion importante des plus-values produites dans les pays endettés. D'un autre côté, l'obligation de remboursement est utilisée comme prétexte pour la diminution et la destruction des droits et des avantages sociaux. Les dettes et leurs remboursements constituent donc la source principale de l'extra profit actuel ainsi que le levier vital de l'exploitation de la classe ouvrière

et des travailleurs européens. Afin de faciliter la compréhension et la popularisation de cette revendication, on devrait coopérer avec tous les mouvements pour un examen indépendant et public, un audit général de ces dettes.

4/ Réduire la lutte contre le chômage au niveau national est un tour de passe coupable ou, du moins, c'est une illusion grave, lorsque l'interdépendance des pays européens est aussi avancée et quand les chômeurs forment à peu près 20 % de la population active de l'Europe. Ce fait nécessite un mouvement énergique pour contester la prétention capitaliste de dominer et de diriger l'économie. C'est la revendication d'un Contrôle Ouvrier sur les entreprises menacées qu'une lutte pour le contrôle ouvrier interdisant le chômage peut être instaurée.

5/ Enfin, un combat effectif pour une démocratie européenne réelle est nécessité vitale contre tous les organes et les dispositifs despotique de la bourgeoisie. Un véritable nettoyage général devrait les supprimer et les réorganiser (les commissions et directions européennes et leurs organes, la banque centrale européenne, le parlement européen, etc.) afin d'assurer une existence saine et un fonctionnement au service des travailleurs d'un nouveau dispositif européen. La condition d'un tel nettoyage de fond en comble est la préparation, la convocation et la tenue d'une **Assemblée Constituante Européenne**.

A la lumière d'un tel programme ouvrier, toutes les combines, magouilles et intrigues sur les noms d'organisations ou sur les candidatures qui préoccupent les dirigeants du Front de Gauche ne sont que des querelles misérables d'un parlementarisme bon marché qui cachent mal l'absence d'un programme ouvrier digne de ce nom. Néanmoins, le verdict sans doute déplorable des urnes pourrait ébranler la vision centriste de ces organisations et déclencher un mouvement pour leur renouveau. C'est un espoir à ne pas écarter.